

Unité bidépartementale Eure Orne  
Cité administrative Place du Général-Jean-Bonet  
CS 40020  
61013 Alençon Cedex

Alençon, le 09/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LISI AUTOMOTIVE NOMEL**

La forêt du Château  
LA FERTE FRENEL  
61550 La Ferté-en-Ouche

Références : 61-2024-n°103-AB  
Code AIOT : 0005302264

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2024 dans l'établissement LISI AUTOMOTIVE NOMEL implanté La forêt du Château LA FERTE FRENEL 61550 La Ferté-en-Ouche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection inopinée s'inscrit dans le cadre d'une action portant sur la thématique des rejets en eau. Le contrôle inopiné porte uniquement sur les eaux de process du site de Lisi Automotive Nomel.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LISI AUTOMOTIVE NOMEL

- La forêt du Château LA FERTE FRENEL 61550 La Ferté-en-Ouche
- Code AIOT : 0005302264
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site Lisi Automotive Nomel est spécialisé dans la fabrication d'écrous, rondelles, circlips, exclusivement pour les constructeurs d'automobiles (travail mécanique des métaux et traitements de surface).

#### Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Contrôle inopiné	Arrêté Préfectoral du 09/03/2022, article 2.2	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	Sans objet
2	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	Sans objet
4	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Sans objet
5	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
6	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet
7	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les valeurs des concentrations des paramètres MES, DCO, NO<sub>2</sub>, NGL, Cr, Fe, Ni et les flux des paramètres MES, Fer et Chrome ne respectent pas les valeurs limites fixées à l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2022 concernant le rejet de la station de traitement physico-chimique du site. Les résultats du contrôle inopiné montrent même le dépassement du double des valeurs limites en concentrations pour les paramètres MES, Cr, Fe et en flux pour le paramètre chrome.

Lors d'une précédente visite d'inspection, le 14 février 2023, il avait été constaté que les conditions d'exploitation de l'établissement conduisaient au non-respect des valeurs limites de rejet des effluents aqueux prescrites par l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2022. Par arrêté préfectoral du 3 avril 2023, l'exploitant a été mis en demeure de respecter les valeurs limites définies par l'arrêté complémentaire du 9 mars 2022.

Suite à un accident mortel survenu au sein de l'établissement, la ligne de zingage a été arrêtée le 20 février 2023 et a redémarré le 27 février 2024. En conséquence, pendant cette période, il n'y a plus

eu de rejet d'effluents en sortie de la station d'épuration et donc vers le milieu récepteur, en l'occurrence La Charentonne.

A ce stade il n'est pas proposé de sanctions administratives dans la mesure où les installations ont été à l'arrêt pendant une bonne partie de l'année 2023, néanmoins si l'exploitant ne se conforme pas à l'arrêté de mise en demeure du 3 avril 2023 dans les meilleurs délais (cf. conclusions de la précédente inspection du 10/04/2024), des sanctions seront proposées.

L'exploitant doit par ailleurs produire des procédures permettant de s'assurer de la fiabilité et de la reproductibilité des pratiques, dans le cadre de son autosurveillance et également mettre en place une procédure de recalage de ses résultats d'analyses obtenus en interne.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Contrôle inopiné

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pose matériel
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.
<b>Constats :</b>  Un emplacement est prévu pour le prélèvement par un laboratoire en charge du contrôle inopiné. Lors du contrôle inopiné, le laboratoire de contrôle installe un préleveur permettant de réaliser des prélèvements asservis au temps, impossibilité d'asservir le préleveur au débit.  Le laboratoire mandaté pour le contrôle inopiné a installé la crépine de prélèvement dans le même regard de prélèvement que celui utilisé par l'exploitant pour réaliser ses prélèvements dans le cadre de l'autosurveillance.  Les analyses sur les échantillons prélevés dans le cadre de l'autosurveillance des effluents aqueux sont réalisées par un laboratoire extérieur. A noter toutefois que pour le paramètre zinc, outre l'analyse hebdomadaire réalisée par le laboratoire extérieur, l'exploitant réalise une analyse journalière en interne. L'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2022 impose une surveillance journalière du zinc. Les autres paramètres doivent être analysés a minima hebdomadairement, sauf le pH, la température et le débit qui doivent être suivis en continu.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Contrôle inopiné

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dépose matériel

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le matériel installé et utilisé par le laboratoire est resté intact et n'a pas été déplacé.  Le volume prélevé est suffisant pour permettre les analyses par le laboratoire en charge du contrôle inopiné. L'exploitant n'a pas pu remplir la totalité de ses flacons avec les eaux prélevées par le laboratoire. Il a complété ses flacons avec les eaux prélevées à partir de son préleveur et identifié les flacons en conséquence.  Le laboratoire n'a pas pu prélever un échantillon par rapport au débit (le type d'écoulement, l'emplacement et les diamètres des canalisations ne permettaient pas de faire des mesures de débits en parallèle).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Contrôle inopiné**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2022, article 2.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect VLE</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>" Valeur limites de rejets eaux industrielles résiduaires  En sortie de station de détoxification (avant mélange avec les eaux issues de la station biologique) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• débit journalier maximal : 140 m3/j</li> <li>• pH : compris entre 6.5 et 8.5</li> <li>• température : inférieur à 30°C</li> </ul> <p>Paramètres :  Concentration (mg/l) / Flux max journalier (kg/j)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• MES 25 / 3,5</li> <li>• DCO 200 / 28</li> <li>• P TOTAL 1 / 0,14</li> <li>• NGL 40 / 8</li> <li>• Nitrites 20 / 2,8</li> <li>• Nitrates - / 0</li> <li>• Ammonium - / 0</li> <li>• NKJ - / 0</li> <li>• Fer 3 / 0,42</li> <li>• Zinc 2 / 0,28</li> <li>• Nickel 0,1 / 0,014</li> <li>• Chrome total 0,18 / 0,02</li> <li>• Fluor 0,5 / 0,07</li> <li>• Trichloromethane 0,1 / 0,014</li> </ul>

- AOX 2,5 /0,2

#### Constats :

Les teneurs en MES, DCO, NO<sub>2</sub>, NGL, Cr, Fe, et Ni sont supérieures aux valeurs limites définies par l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2022, (respectivement 74 mg/l au lieu de 25 mg/l, 230 mg/l au lieu de 200 mg/l, 31,7 mg/l au lieu de 20 mg/l, 50,5 mg/l au lieu de 40 mg/l, 0,982 mg/l au lieu de 0,18 mg/l, 9,1 mg/l au lieu de 3 mg/l et 0,109 mg/l au lieu de 0,1 mg/l. Pour les autres paramètres, les concentrations sont inférieures aux valeurs limites réglementaires définies par l'arrêté préfectoral.

Les flux sont inférieurs aux valeurs limites définies par l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2022, sauf pour les MES, Fer et Chrome respectivement 5,43 kg/j au lieu de 3,5 kg/j, 0,668 kg/j au lieu de 0,42 kg/j et 0,072 kg/j au lieu de 0,02 kg/j.

Les conclusions du rapport du laboratoire ayant réalisé le contrôle inopiné sur la conformité des rejets avec les valeurs limites d'émissions sont : " les résultats du contrôle inopiné montrent, pour au moins un paramètre, le dépassement du double des valeurs limites journalières maximales en terme de débit, concentration ou flux : Concentration en MES, Cr, Fe et flux en chrome [...]."

Lors du contrôle inopiné, l'inspection a rappelé à l'exploitant qu'il devait transmettre les résultats de son autosurveillance au laboratoire ayant réalisé le contrôle inopiné, pour déterminer l'écart d'incertitude entre les résultats. Le laboratoire stipule dans son compte rendu que les résultats du contrôle inopiné n'ont pas pu être comparés aux résultats de l'autosurveillance car l'exploitant ne les a pas transmis.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les valeurs de certains paramètres présents dans les rejets aqueux ne respectent pas les valeurs limites présentes à l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2022 concernant le rejet de la station de traitement physico-chimique. Ce point a déjà fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure n°1122-23-20-031 du 3 avril 2023 qui a ce jour n'est toujours pas levé. L'exploitant doit entreprendre des actions correctives pour être en mesure de respecter ces prescriptions dans les meilleurs délais.

Lors d'un contrôle inopiné, il est de la responsabilité de l'exploitant de transmettre les résultats de son autosurveillance au laboratoire réalisant le contrôle inopiné pour comparer les résultats.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 4 : Autosurveillance

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV

**Thème(s) :** Risques chroniques, Dépassements et actions correctives

**Prescription contrôlée :**

Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement

constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant réalise son autosurveillance et transmet les résultats dans le logiciel GIDAF, conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral. Ces données sont agrémentées de commentaires pour les dépassements constatés et les actions correctives sont décrites.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
<b>Constats :</b>  L'exploitant réalise les analyses et transmet les résultats dans le logiciel GIDAF, conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.
<b>Constats :</b>  Le paramètre zinc doit être analysé tous les jours (arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2022). L'exploitant réalise cette autosurveillance en interne. Il a indiqué ne pas avoir de

procédures permettant de s'assurer de la fiabilité et de la reproductibilité des pratiques.

Les autres paramètres sont transmis pour analyse au laboratoire Sypac à Luce (28110). Ce laboratoire dispose d'agrément. La fréquence de contrôle des autres paramètres est a minima une fois par semaine. Les valeurs de la concentration et du flux du zinc sont également analysés hebdomadairement par le laboratoire Sypac.

L'exploitant a assuré ne pas comparer les résultats trouvés pour le zinc, entre le laboratoire et les siens.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit produire une procédure permettant de s'assurer de la fiabilité et de la reproductibilité des ses pratiques lors des analyses du paramètre zinc. Ces documents pourront être demandés à l'exploitant lors d'une prochaine visite.

Par ailleurs l'exploitant doit instaurer une procédure de recalage. Ainsi, l'exploitant doit analyser les écarts constatés, mettre en œuvre des actions correctives et en informer l'inspection des installations classées.

Ces documents pourront être demandés lors de la prochaine inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Recalage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle de recalage

**Prescription contrôlée :**

[...] S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.

L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément.



<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant réalise une autosurveillance sur le paramètre Zinc.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas su communiquer sa méthode d'analyse. Il a indiqué ne pas vérifier la cohérence des résultats avec le contrôle réalisé par le laboratoire et ne pas faire de contrôle de recalage.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit réaliser une méthodologie pour les analyses du paramètre zinc. Ce document pourra être demandé lors d'une prochaine inspection.</p> <p>La cohérence des résultats doit être vérifiée avec les résultats du laboratoire de contrôle. L'exploitant doit instaurer une procédure de recalage. Ainsi, l'exploitant doit analyser les écarts constatés, mettre en œuvre des actions correctives et en informer l'inspection des installations classées.</p> <p>Ces documents pourront être demandés lors de la prochaine inspection.</p> <p>Le contrôle de recalage (ou de comparaison) est à réaliser à minima tous les ans.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>